

**Communiqué de presse
Paris, le 13 mai 2026**

Au soixante-quinzième jour du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le service de diplomatie publique de l'Ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les points suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

Au cours des deux derniers jours, les évolutions politiques, sécuritaires et diplomatiques liées à l'agression armée contre l'Iran, ainsi que ses conséquences économiques et humaines, ont atteint une phase sensible.

Les déclarations du Président de la République, de hauts responsables et des autorités de la diplomatie iranienne montrent que la République islamique d'Iran insiste à la fois sur la «résistance face à l'agression» et sur une «attitude positive à l'égard d'une solution politique», tout en considérant comme minimums de tout dispositif acceptable la cessation définitive de la guerre, la levée du blocus, la suppression des sanctions illégales et la réparation des dommages.

Sur le plan intérieur, le rôle de l'autorité religieuse, la cohésion nationale et la présence continue de la population sur la scène publique restent déterminants. Dans le même temps, les représentants du Parlement mettent en garde contre toute solution qui ignorerait les dispositions du plan en 14 points garantissant les droits du peuple iranien, qu'ils jugent vouée à l'échec.

Sur le plan extra-régional, le Président des États-Unis et son équipe ont, ces derniers jours, à nouveau adopté un ton menaçant en affirmant que l'armée américaine était prête à lancer de nouvelles attaques contre l'Iran en cas d'échec des négociations d'Islamabad, allant jusqu'à évoquer des scénarios « d'attaque pire » que les opérations précédentes ; des propos interprétés par de nombreux médias occidentaux comme une tentative d'obtenir des concessions par la menace.

Parallèlement à ces menaces militaires, la poursuite et le durcissement de certaines sanctions et pressions financières de la part de Washington – perçues comme le prolongement des politiques unilatérales des dernières années – sont décrits par les analystes économiques comme un «second front de la guerre», visant à priver le peuple iranien de l'accès aux marchés mondiaux, aux ressources en devises et au système financier international.

Dans le même temps, les réactions des autres pays face à la guerre d'agression contre l'Iran offrent un tableau complexe des alignements internationaux : seules quelques capitales, parmi un petit nombre d'États européens et régionaux, ont condamné explicitement les attaques militaires contre les infrastructures iraniennes, tandis qu'une part importante des pays occidentaux, tout en critiquant verbalement l'escalade, se sont de fait alignés sur les objectifs stratégiques de Washington ou ont adopté une position ambiguë.

À l'inverse, une partie importante des pays asiatiques, des membres des BRICS et de plusieurs puissances émergentes insistent plus que jamais sur la nécessité de préserver le multilatéralisme, de respecter le droit international et d'éviter l'usage instrumental des sanctions et de la force

militaire, tout en étudiant des mécanismes destinés à réduire leur vulnérabilité face aux chocs issus de la crise en cours.

Sur le plan humain et scientifique, les rapports publiés par des sources académiques reconnues et les lettres ouvertes de centaines de chercheurs et d'universitaires condamnent les attaques contre les universités, les laboratoires et les infrastructures de santé en Iran, qualifiées de violation flagrante du principe de distinction entre objectifs militaires et civils, et mettent en garde contre leurs effets à long terme sur l'avenir de la science, de l'éducation et de la santé publique dans le pays.

Ces rapports, qui évoquent la destruction de dizaines d'universités, d'écoles et d'établissements d'enseignement ainsi que le martyre de centaines d'enfants, d'élèves, d'enseignants et de civils, comparent le comportement des États-Unis et du régime israélien dans l'agression actuelle aux guerres d'Irak et de Yougoslavie, et y voient un nouvel exemple du coût humain élevé des politiques fondées sur la « coercition et l'imposition ».

Du point de vue économique et énergétique, les médias et instituts de recherche anglophones soulignent que la crise dans le détroit d'Ormuz et les agressions militaires contre l'Iran ont fait peser un nouveau risque structurel sur le marché mondial du pétrole et du gaz et que, même en cas de cessez-le-feu, la prime de risque géopolitique continuerait longtemps de se refléter sur les prix et sur les chaînes d'approvisionnement en énergie.

Ils avertissent en outre que la prolongation de cette situation pourrait entraîner une reconfiguration progressive de la carte des coopérations économiques et financières, amenant les pays asiatiques et les économies émergentes à se tourner davantage vers des mécanismes financiers et énergétiques indépendants du système du dollar et des sanctions secondaires.

Sur le plan juridique et diplomatique, le dépôt par l'Iran d'une nouvelle plainte contre les États-Unis devant la Cour d'arbitrage de La Haye, parallèlement aux efforts pour activer les mécanismes des institutions internationales compétentes face aux attaques contre les installations scientifiques et civiles, est analysé par de nombreux juristes comme une tentative de documenter les violations commises et de créer un précédent dissuasif contre la répétition de telles actions unilatérales.

Dans l'ensemble, l'évaluation de nombreux médias et centres de recherche indépendants est que l'avenir de la crise dépend largement du choix que feront Washington et ses alliés entre deux voies : soit s'orienter vers un accord réaliste qui reconnaisse les droits et les préoccupations légitimes de toutes les parties, y compris l'Iran ; soit poursuivre une stratégie combinant menaces militaires et pression économique, au risque d'approfondir les fractures géopolitiques et d'affaiblir davantage l'ordre juridique international.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Dr Massoud Pezeshkian, Président de la République islamique d'Iran

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour le soutien généreux que Son Éminence l'ayatollah Sistani (qu'Allah prolonge son vie) a apporté à la République islamique d'Iran et aux victimes de l'agression récente, et je salue la solidarité du peuple frère d'Irak. La marja'iyya a toujours été une forteresse solide et un appui constant pour les opprimés.



Masoud Pezeshkian @drpezeshkian

Afficher la traduction

I express my sincerest gratitude for the generous support provided by His Eminence Ayatollah Sistani (may his spirit endure) to the Islamic Republic of Iran and the victims of the recent aggression, and I appreciate the solidarity of the brotherly Iraqi people. He has always been an impregnable fortress and an unwavering supporter of the oppressed.

5:43 PM · May 11, 2026 · 251.3 k views

578 1k 8k 181

Mohammad-Bagher Ghalibaf, Président du Parlement

Il n'existe aucune autre voie que l'acceptation des droits du peuple iranien tels qu'ils sont énoncés dans le plan en 14 points. Toute approche différente sera totalement vaine : elle ne produira rien d'autre que la répétition de nouveaux échecs. Plus ils chercheront à gagner du temps, plus la facture sera lourde pour les contribuables américains.



Mohammad-Bagher Ghalibaf

Nos forces armées sont prêtes à apporter une réponse exemplaire à toute agression. Une stratégie erronée et des décisions erronées conduisent toujours à des résultats erronés ; le monde entier l'a déjà compris. Nous sommes prêts à tous les scénarios : ils seront surpris.



Kazem Gharibabadi, Vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques

Une paix réelle ne peut être construite sur le langage de l'humiliation, de la menace et du chantage. Lorsqu'une partie qui a elle-même joué un rôle direct dans la guerre, le blocus, les sanctions et la menace de recours à la force rejette la réponse de l'Iran au seul motif qu'il ne s'agit pas d'un acte de capitulation, il devient clair que l'enjeu principal n'est pas la paix, mais l'imposition d'une volonté politique par la pression et la menace.

La République islamique d'Iran insiste sur des principes clairs : cessation définitive de la guerre et garantie de non-répétition, réparation des dommages, levée du blocus, levée des sanctions illégales et respect des droits de l'Iran. Il ne s'agit pas de revendications maximalistes, mais des minimums de tout arrangement sérieux, durable et conforme à la Charte des Nations unies pour mettre fin à une crise qui a commencé par un recours illégal à la force.

On ne peut pas, en même temps, parler de cessez-le-feu et maintenir le blocus ; parler de diplomatie et intensifier les sanctions ; invoquer la stabilité régionale tout en apportant un soutien politique et militaire à un régime qui est la source de l'agression et de l'instabilité. Une telle approche n'est pas une négociation ; c'est la poursuite d'une politique de contrainte sous couvert d'un vocabulaire diplomatique.



Porte-parole du ministère des Affaires étrangères, dans un entretien avec India Today Global

Abbas Araghchi (ministre des Affaires étrangères) a prévu de participer à cette importante réunion (réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS). L'Iran et l'Inde sont tous deux membres des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai, et nous avons un bon niveau de coopération et de coordination au sein de ces deux cadres.

Cette réunion revêt également une grande importance pour nous, et nous attendons avec intérêt les rencontres bilatérales avec les autres ministres présents, y compris le ministre des Affaires étrangères de l'Inde, pays ami.

Je peux vous assurer que nos forces armées sont prêtes à faire face à tout scénario.



2. Crise dans le détroit d'Ormuz

Mohammad Akbarzadeh, adjoint politique de la Marine du Corps des Gardiens de la Révolution islamique

Par le passé, le détroit d'Ormuz était perçu comme une zone limitée autour d'îles telles qu'Ormuz et Hengam, mais cette vision a changé. Dans le cadre d'un nouveau dispositif, le périmètre du détroit d'Ormuz a été sensiblement élargi et est désormais défini comme un espace stratégique s'étendant des côtes de Jask et Siri jusqu'au-delà des grandes îles. En d'autres termes, le détroit d'Ormuz s'est élargi pour devenir une vaste zone opérationnelle, passant d'une largeur de 20 à 30 milles nautiques auparavant à plus de 200 à 300 milles, soit près de 500 kilomètres, de Jask et Sirik jusqu'au-delà de l'île de Qeshm et de la Grande Tomb.



La République islamique d'Iran surveille avec précision et détermination les mouvements dans la région et ne permettra aucune atteinte à ses eaux ni à ses intérêts. Notre peuple doit savoir que, comme cela a été dit, « nous donnons notre sang, mais nous ne cédon pas notre terre ». Les forces armées défendront avec tous leurs moyens l'intégrité territoriale du pays et ses eaux.

TankerTrackers (analyse du débat sur des routes alternatives)

Veillez ne pas prendre au sérieux l'idée de « remplacer » le détroit d'Ormuz. Oman elle-même ne prend pas réellement au sérieux le projet de creuser un canal dans la région de Musandam. Il existe bien un passage étroit où l'on pourrait, en théorie, creuser un canal permettant le transit de navires avec un tirant d'eau de 25 mètres. Ce pont rocheux ne fait que 228 mètres de large, alors que le canal de Suez, lui, s'étend sur 193 kilomètres de long.



3. Actions provocatrices

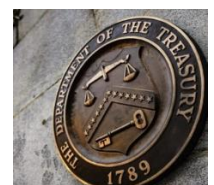
Réunion de consultation du Président américain avec son équipe de sécurité nationale

Les médias américains, citant des responsables, ont rapporté la tenue d'une réunion de consultation du Président des États-Unis avec son équipe de sécurité nationale au sujet de l'Iran. Cette réunion intervient alors que l'Iran, en réaffirmant ses positions de principe et le maintien de ses lignes rouges, s'oppose avec fermeté aux exigences imposées et aux revendications excessives de Washington.



Nouvelles sanctions américaines contre un réseau pétrolier international lié à l'Iran

Le Département d'État américain a annoncé l'imposition de nouvelles sanctions contre un réseau international qui, selon les allégations de Washington, serait impliqué dans la vente et le transport de pétrole iranien.



Approfondissement de la coopération sécuritaire entre Israël et les Émirats arabes unis sous le parapluie américain

Selon le quotidien "Israel Hayom", l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations unies, Mike Waltz, a déclaré que « Tel-Aviv » avait fourni aux Émirats arabes unis le système de défense aérienne « Dôme de fer », et que la coopération sécuritaire entre « Israël » et plusieurs pays du « Moyen-Orient », au premier rang desquels les Émirats, s'était approfondie.

4. Pertes humaines et dégâts matériels de la guerre

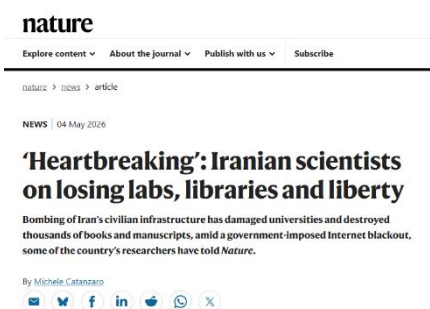
Site de l'Institute of Physics Publishing et média spécialisé Physics World

Près de 1 400 chercheurs et universitaires, dont deux lauréats du prix Nobel, ont signé une lettre ouverte condamnant les attaques des États-Unis et d'Israël contre les centres scientifiques et universitaires d'Iran et exprimant leur « profonde préoccupation » face aux dommages causés aux laboratoires, aux universités, aux hôpitaux et aux infrastructures de recherche. Les signataires, qui ont adressé cette lettre au Secrétaire général de l'ONU, à l'UNESCO et aux organisations de défense des droits humains, soulignent que les centres scientifiques et éducatifs sont des espaces civils indispensables à la santé publique, au savoir et à la survie de la société, et ne doivent pas être transformés en champs de bataille. La lettre cite notamment les dommages infligés à l'Université de technologie d'Ispahan, à l'Université des sciences et technologies d'Iran, à l'Université Sharif de technologie et à l'Institut Pasteur d'Iran, et demande à la communauté internationale de faire cesser les attaques contre les centres scientifiques, de documenter les destructions et de soutenir les chercheurs et étudiants affectés.



Revue scientifique Nature

Dans un long article signé par Michele Catanzaro et intitulé « déchirant », la revue Nature décrit la situation des scientifiques et des universités iraniennes après les attaques américaines et israéliennes, évoquant les dommages subis par une trentaine d'universités, la destruction de bibliothèques, de laboratoires et de centres de recherche, ainsi que la perturbation massive des activités scientifiques dans le pays. Des enseignants et chercheurs de l'Université Sharif, de l'Université de technologie d'Ispahan et de centres de recherche de Téhéran y soulignent que les attaques contre les universités et les infrastructures scientifiques constituent, au-delà de la destruction des bâtiments, une menace pour l'avenir de la science et de la société. Un professeur de philosophie de l'Université Sharif y rapporte la destruction de plus d'un millier de livres, manuscrits et travaux personnels lors du bombardement de son université, qualifiant cet acte de « geste d'une cruauté extrême contre un espace scientifique civil ».



Porte-parole du gouvernement

Au cours de la troisième guerre imposée, nous avons perdu 50 enfants martyrs âgés de 1 à 5 ans. Ce chiffre est extrêmement bouleversant.



Mehdi Toghiani, membre de la Commission économique du Parlement

Près de 500 unités industrielles ont été directement touchées par les attaques ennemies, subissant des destructions d'environ 80%.



Municipalité de la province d'Alborz

Le niveau de destruction des habitations dans la province d'Alborz pendant la « guerre de Ramadan » a été deux fois supérieur à celui de Téhéran. Si, dans la capitale, les dégâts moyens par point d'impact se situaient autour de 99 unités, ce chiffre atteignait en moyenne 190 unités par impact dans la ville de Karaj, soit quasiment le double de la capitale.



Vice-ministre du Tourisme au ministère du Patrimoine culturel

Les installations touristiques ont subi des dommages pendant la guerre de Ramadan, avec près de 3 millions d'euros de pertes directes. Ces destructions ont porté un grave préjudice aux entreprises privées. Les estimations montrent que, sur une période de 45 jours seulement, et sans compter les compagnies aériennes, le secteur du tourisme (hôtellerie, agences de voyages et guides touristiques) a subi environ 140 millions d'euros de pertes.



Vice-ministre de l'Éducation

Au cours de la guerre de Ramadan, 1489 établissements éducatifs et de formation ont été endommagés à hauteur de 20 à 100%. Parmi eux, 1214 étaient des écoles et 278 d'autres espaces tels que des centres d'éducation, maisons de la culture, centres coraniques et camps scolaires. À ce jour, 962 établissements présentant moins de 20% de dommages ont été réparés. En revanche, 121 écoles qui ont subi plus de 30% de destructions ne seront entièrement reconstruites que d'ici la rentrée de l'année 2027. Par ailleurs, 363 enseignants et élèves sont tombés martyr, dont 296 élèves (175 garçons et 121 filles) et 67 enseignants (17 hommes et 50 femmes). Le plus grand nombre de martyrs parmi les élèves se trouve dans la province de Hormozgan (146), suivie de la ville de Téhéran (60) et des villes de la province de Téhéran (30).



Gouverneur de la province de Téhéran

Plus de 90% des attaques de missiles ennemies ont visé la province de Téhéran. Avec près de 1380 martyrs, cette province détient le bilan le plus lourd du pays lors de la troisième guerre imposée. Après Téhéran, Ispahan est la province qui a le plus souffert pendant la guerre de Ramadan.



5. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Sondages récents Reuters-Ipsos

L'opinion publique américaine est profondément inquiète et critique à l'égard de la guerre contre l'Iran. Environ deux tiers des Américains souhaitent une fin rapide de l'engagement militaire de leur pays dans



ce conflit, même si tous les objectifs déclarés de l'administration Trump ne sont pas atteints. Ces sondages montrent également que la guerre contre l'Iran suscite d'importantes préoccupations économiques aux États-Unis, notamment quant à l'impact des dépenses militaires et des chocs de prix sur le carburant et le coût de la vie.

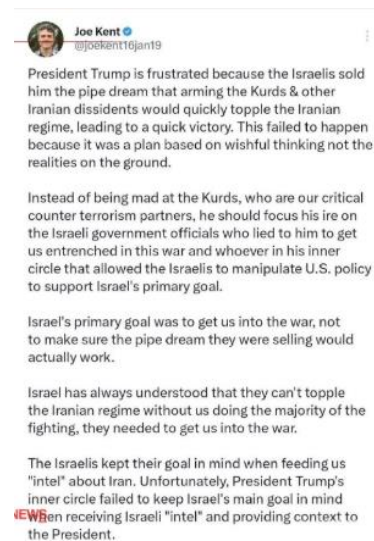
Selon un autre sondage conjoint, dont les résultats ont été largement relayés par les médias américains, près des trois quarts des électeurs (environ 77%) estiment que Donald Trump est au moins en partie responsable de la hausse du prix de l'essence depuis le début de la crise avec l'Iran. Ce jugement ne se limite pas aux démocrates : une part significative des électeurs républicains et indépendants partage également cette opinion.

Joe Kent, ancien directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme dans l'administration Trump

Trump devrait diriger sa colère contre les responsables israéliens qui lui ont menti pour nous entraîner dans cette guerre.

Il est aujourd'hui désabusé, car les Israéliens lui ont vendu le rêve illusoire d'armer les Kurdes et d'autres opposants iraniens afin de renverser rapidement le gouvernement iranien et d'obtenir une victoire rapide. Cela ne s'est pas produit, parce que ce plan reposait sur des vœux pieux et non sur la réalité du terrain.

Lorsque les Israéliens nous transmettaient leurs informations sur l'Iran, ils avaient leurs propres objectifs et intérêts en tête. Malheureusement, le cercle rapproché des décideurs de l'administration Trump, en recevant ces informations et en les préparant pour le Président, n'a pas su réfléchir au véritable objectif d'Israël.



John Mearsheimer, professeur à l'Université de Chicago, devant des chercheurs en relations internationales

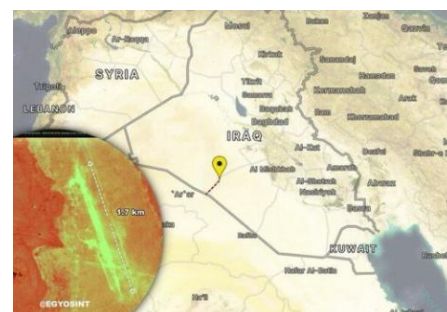
Le plus grand problème des États-Unis aujourd'hui, c'est le dossier de la guerre contre l'Iran, et il est difficile d'imaginer comment les responsables de la Maison-Blanche pourront s'en dégager et revenir à une stratégie de recentrage sur l'Asie de l'Est.



Base secrète israélienne en Irak

Selon le Wall Street Journal et plusieurs médias régionaux, le régime sioniste a mis en place, au cours de la guerre récente, une base secrète dans le désert de Najaf, en Irak, utilisée comme plateforme de soutien à ses attaques aériennes contre l'Iran.

Un haut responsable du bureau du Premier ministre irakien a déclaré à des médias arabophones que cette base avait été établie « avec l'information et sous la couverture des États-Unis et des forces de la coalition », et que Bagdad avait été la victime d'une « tromperie américaine ». Selon lui, Washington a abusé des accords de sécurité bilatéraux pour faciliter l'entrée de forces israéliennes sur le sol irakien. Ce responsable a toutefois mis en garde contre les exagérations concernant l'installation d'une « base permanente », soulignant que la présence de ces forces avait été de courte durée et qu'à l'heure actuelle, selon les autorités irakiennes, il n'y a plus aucune force israélienne déployée dans le désert de Najaf.



6. Résilience de l'Iran

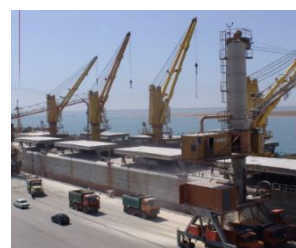
Ministre de l'Agriculture

Cette année, avec l'arrivée des premières cargaisons issues de l'agriculture hors des frontières, environ 60 000 tonnes d'orge et près de 40 000 tonnes d'huile sont entrées dans le pays par la voie du Nord. Avec l'augmentation du nombre de pays ciblés pour le développement de l'agriculture extra-territoriale, près de 85% de la sécurité alimentaire du pays repose désormais sur la production intérieure. Le gouvernement, en planifiant l'approvisionnement en intrants, la constitution de stocks stratégiques de blé, la régulation du marché des produits agricoles et le développement de systèmes intelligents, a œuvré à la stabilité du marché et à la préservation de la sécurité alimentaire. Les conditions de production se sont améliorées cette année grâce à des précipitations favorables et au soutien de l'État aux producteurs.



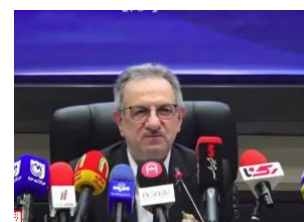
Gouverneur de la province de Guilan

En 2025–2026, l'Iran a importé 42 millions de tonnes de marchandises, dont 70% de biens essentiels et de première nécessité. La part des ports du Nord dans ces importations a été de 20%. Dans les ports des provinces de Guilan et du Mazandaran, nous avons la capacité de charger et décharger simultanément jusqu'à 40 navires. Les infrastructures portuaires de ces deux provinces ont doublé en 15 ans, et nous sommes aujourd'hui en mesure, sur la mer Caspienne, d'assurer le transit d'au moins 30 millions de tonnes de marchandises, soit l'équivalent des importations de biens essentiels.



Vice-ministre du Tourisme au ministère du Patrimoine culturel

En 2025, 6,2 millions de touristes étrangers ont visité l'Iran, dont 59% en provenance d'Irak.



7. Situation du marché de l'énergie et effets de la crise

Sur le marché mondial du pétrole, les 12 et 13 mai 2026, après plusieurs séances consécutives de hausse, une légère correction est intervenue, mais le niveau général des prix reste élevé et accompagné d'un risque géopolitique marqué.

Le prix du Brent, qui s'est en général échangé au-dessus de 110 dollars le baril ces dernières semaines, s'est établi ce jour autour de 107 dollars, corrigeant une faible partie des hausses enregistrées les semaines précédentes.

Dans le même temps, le brut d'Oman, qui constitue l'un des principaux indices de référence pour la région du Golfe persique, a dépassé pour la première fois, ces derniers mois, le seuil des 150 dollars le baril et se négocie désormais dans une fourchette de 90 à 100 dollars pour les livraisons au comptant, ce qui reflète toujours une forte prime de risque liée au passage par le détroit d'Ormuz.



Sur le marché européen du gaz naturel, le prix du contrat de référence TTF s'est établi le 13 mai autour de 46 euros par mégawatt-heure ; un niveau certes inférieur aux sommets atteints lors des précédentes crises énergétiques, mais qui représente néanmoins une hausse d'environ 8% sur un mois.

Au niveau mondial, le prix du gaz naturel américain avoisine 3 dollars par million d'unités thermiques britanniques, avec une progression de plus de 10% sur le dernier mois, tandis que les analyses de marché indiquent que les prix spot du GNL en Asie du Nord-Est fluctuent dans une fourchette de 15 à 17 dollars par million de BTU, soit des niveaux supérieurs de plusieurs dizaines de pourcents à ceux qui prévalaient avant la crise actuelle.

Les rapports des institutions internationales montrent qu'une partie de ces hausses est directement liée aux perturbations du transit du pétrole, du gaz et des engrais chimiques par le détroit d'Ormuz, qui voit passer environ un quart du pétrole transporté par voie maritime à l'échelle mondiale, ainsi qu'une part significative des exportations de GNL et de matières premières nécessaires à la production d'engrais (ammoniac et engrais azotés).

La réduction et les retards dans l'acheminement des cargaisons ont comprimé l'offre mondiale de certaines matières premières clés, notamment le gaz destiné à la production d'engrais, l'ammoniac et certains dérivés pétrochimiques, et des rapports font état de pénuries régionales et de hausses de plusieurs dizaines de pourcents du prix de certains types d'engrais sur les marchés internationaux.

En Europe, les analyses évoquent un bond d'environ 70% du prix du gaz naturel en mars par rapport aux niveaux bas du début de l'année, ce qui illustre la forte sensibilité du marché à toute nouvelle concernant le détroit d'Ormuz et la capacité d'exportation des pays riverains du Golfe.

En Asie, les évaluations des instituts de recherche indiquent que, dans un scénario de prolongation des perturbations du trafic via Ormuz, les prix spot du GNL pourraient dépasser 20 à 25 dollars par million de BTU, obligeant les grands importateurs à revoir en profondeur la composition de leurs portefeuilles d'approvisionnement.

À une échelle plus large, les organisations internationales mettent en garde contre le fait qu'une perturbation durable dans le détroit d'Ormuz, au-delà du pétrole et du gaz, pourrait également limiter l'offre mondiale de matières premières pour la production d'engrais, de certains métaux et d'intrants agricoles, et accroître le risque d'insécurité alimentaire pour des millions de personnes, en particulier en Asie et au Moyen-Orient.

La synthèse des analyses publiées hier et aujourd'hui montre que, tant que la perspective d'un rétablissement complet et durable de la sécurité de la navigation dans le Golfe persique et le détroit d'Ormuz ne sera pas clarifiée, le marché mondial de l'énergie, ainsi qu'une partie des marchés de matières premières, resteront soumis à une forte volatilité, à une prime de risque significative et à une grande sensibilité vis-à-vis des développements politiques liés à la région.

Utilisation des réserves stratégiques de pétrole américaines

Selon l'agence Reuters, le Président Trump a été contraint de puiser plus de 53 millions de barils dans les réserves stratégiques de pétrole des États-Unis pour tenter de contenir la hausse des prix provoquée par la guerre contre l'Iran. Neuf grandes sociétés, dont ExxonMobil, Trafigura et Marathon Oil, ont à elles seules prélevé environ 58% des volumes libérés.

US to loan 53.3 million barrels of oil from Strategic Petroleum Reserve

By Timothy Gardner

May 11, 2020 11:48 PM GMT+3:30 - Updated 2 hours ago



Energy Information Administration (EIA) – États-Unis

Alors que certains analystes minimisent l'impact des événements dans le détroit d'Ormuz et de la hausse mondiale des prix du pétrole sur l'économie américaine, les données de l'Energy Information Administration (EIA) montrent que les États-Unis restent le premier consommateur

de pétrole au monde. Dans ce contexte, une hausse prolongée des prix du pétrole peut, au même titre qu'en Europe et dans les grandes économies asiatiques comme la Chine, l'Inde et le Japon, avoir des effets significatifs sur l'économie américaine. Cet impact ne se limite pas à l'augmentation du prix de l'essence à la pompe ; il touche également les secteurs du transport, de l'aviation, du maritime, les chaînes logistiques et le niveau général de l'inflation.

Par ailleurs, les statistiques mondiales de consommation de pétrole et les rapports des organisations internationales montrent que, malgré le développement des énergies renouvelables, la consommation de pétrole s'est maintenue ces dernières années à des niveaux proches de records historiques et que l'économie mondiale n'a pas encore réussi à réduire de manière significative sa dépendance aux hydrocarbures.



8. Dimensions juridiques

Plainte de l'Iran contre les États-Unis devant la Cour d'arbitrage de La Haye

Le gouvernement de la République islamique d'Iran a déposé une plainte devant la Cour d'arbitrage de La Haye contre les États-Unis d'Amérique pour « agression militaire contre les installations nucléaires iraniennes », « imposition de sanctions économiques » et « menace de recours à la force ». Cette requête, fondée sur les dispositions des Déclarations d'Alger de 1981 et sur la violation par les États-Unis de leurs obligations internationales lors de l'agression de douze jours de mars 1404 (mars 2026), a été enregistrée auprès du Tribunal des réclamations Iran-États-Unis.

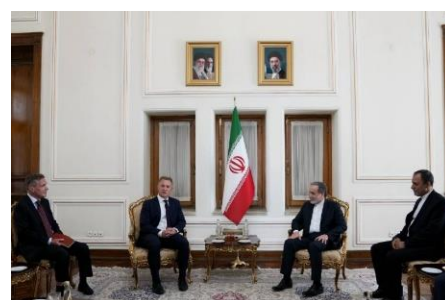
Dans cette affaire, enregistrée sous le numéro A-34, la République islamique d'Iran invoque le paragraphe premier de la Déclaration d'Alger et, après avoir exposé en détail les violations commises par les États-Unis au cours de la guerre imposée de douze jours, ainsi que les sanctions économiques et la menace de recours à la force, demande au Tribunal de constater que les États-Unis ont violé ledit paragraphe et d'ordonner à ce pays de mettre immédiatement fin à toute ingérence directe ou indirecte dans les affaires intérieures de l'Iran, de fournir des garanties de non-répétition des actes illicites en cause et de réparer intégralement les dommages subis par l'Iran.

Aux termes du paragraphe premier de la Déclaration d'Alger, les États-Unis se sont engagés à ne pas intervenir, directement ou indirectement, politiquement ou militairement, dans les affaires intérieures de l'Iran.

9. Efforts diplomatiques

Rencontre du vice-ministre norvégien des Affaires étrangères avec le ministre iranien des Affaires étrangères

Andreas Motzfeldt Kravik, vice-ministre norvégien des Affaires étrangères, a rencontré à Téhéran M. Seyed Abbas Araghchi. Les discussions ont porté sur les relations bilatérales entre l'Iran et la Norvège, sur la guerre imposée par les États-Unis et le régime sioniste contre l'Iran et ses conséquences sécuritaires et économiques, ainsi que sur l'état d'avancement des négociations d'Islamabad.



Le ministre iranien des Affaires étrangères a souligné que les exigences maximalistes, la rhétorique menaçante et provocatrice de la partie américaine, l'absence de bonne foi et le manque de sincérité des États-Unis constituaient les principaux obstacles à une fin définitive de la guerre et à la conclusion d'un éventuel accord.

M. Araghchi a ajouté que la cause et l'origine de la situation actuelle dans le détroit d'Ormuz résidaient dans l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre l'Iran et dans la violation répétée du cessez-le-feu à travers le maintien du blocus des ports iraniens. Il a rappelé les consultations engagées par l'Iran pour élaborer des mécanismes de mise en œuvre destinés à renforcer et faciliter la navigation sécurisée dans le détroit d'Ormuz, conformément au droit international, et souligné que l'Iran, en tant qu'État riverain du détroit, menait des consultations en vue de définir les règles relatives aux arrangements applicables au détroit d'Ormuz, dans le respect du droit international.

Le vice-ministre norvégien a présenté un compte-rendu de ses entretiens au ministère iranien des Affaires étrangères, ainsi que de ses discussions avec les autorités pakistanaises et omanaises. Il a insisté sur la nécessité d'établir une paix et une stabilité durables dans la région et de préserver le respect du droit international, et a exprimé la disponibilité de son pays à contribuer au renforcement de la diplomatie, ainsi qu'à apporter son expertise en matière de sécurité maritime et de protection de l'environnement.

Voyage du ministre iranien des Affaires étrangères en Inde

Seyed Abbas Araghchi doit se rendre à New Delhi pour participer à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres des BRICS. Au cours de ce déplacement, il prendra part à la réunion des ministres des Affaires étrangères des BRICS, qui se tiendra les jeudi 14 et vendredi 15 mai, sous la présidence de l'Inde et avec pour thèmes centraux la stabilité régionale, la coopération multilatérale et la résilience économique. Il aura également des entretiens bilatéraux avec Subrahmanyam Jaishankar, ministre indien des Affaires étrangères, ainsi qu'avec d'autres ministres et responsables participant à cette réunion. Celle-ci constitue une étape préparatoire au 18^e Sommet des BRICS, qui doit se tenir en septembre prochain à New Delhi, sous la présidence de l'Inde.

Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et du Qatar

Seyed Abbas Araghchi, ministre iranien des Affaires étrangères, s'est entretenu par téléphone avec Cheikh Mohammed ben Abdelrahman Al Thani, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, pour échanger sur les derniers développements régionaux et les processus diplomatiques en cours.



Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et de l'Ouzbékistan

Seyed Abbas Araghchi et Bakhtiyor Saïdov se sont entretenus par téléphone au sujet des questions liées aux relations bilatérales, des derniers développements régionaux et des dynamiques diplomatiques en cours.



Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de l'Iran et du Singapour

Seyed Abbas Araghchi et Vivian Balakrishnan ont également tenu un échange téléphonique au cours duquel ils ont examiné les relations bilatérales et discuté de la situation actuelle dans la région et des efforts diplomatiques en cours.



10. Participation massive et continue de la population

Ahvaz



Shahr-e Kord



Yasouj



Mashhad



Téhéran



**Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**

Téhéran : services gratuits offerts grâce à une machine à coudre personnelle



Sans commentaire

